



Commission économique pour l'Europe**Comité de l'énergie durable****Groupe d'experts de l'efficacité énergétique****Troisième session**

Bakou, 18 et 19 octobre 2016

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**Dialogue sur les réglementations et les politiques visant à remédier
aux obstacles à l'amélioration de l'efficacité énergétique****Dialogue sur les réglementations et les politiques
visant à remédier aux obstacles à l'amélioration
de l'efficacité énergétique****Note d'information sur le moyen de lever les obstacles
à l'investissement dans l'efficacité énergétique
– analyse politique****Note du secrétariat****I. Introduction**

1. Plusieurs obstacles législatifs, politiques, économiques et financiers restent à surmonter pour obtenir des résultats sensiblement meilleurs en termes d'efficacité énergétique. Les efforts tendant à présenter l'efficacité énergétique comme le « premier des carburants » ne se sont pas encore traduits en investissements de nature à permettre la réalisation de l'objectif que vise l'Initiative de l'énergie durable pour tous du Secrétaire général des Nations Unies, et de la cible correspondante de l'objectif du développement durable lié à l'énergie (ODD n° 7). Les visées communes de l'Initiative de l'énergie durable pour tous et de l'ODD n° 7 concernent l'accès à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable, ce qui suppose notamment le doublement du taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030. Dans la plupart des pays de la Commission économique pour l'Europe (CEE), la politique plaidant pour l'efficacité énergétique est encore largement financée par des fonds d'investissement ou liée à des aides et à des subventions. Les banques commerciales locales de nombreux pays fournissent un financement à travers des lignes de crédit proposées par les institutions



financières internationales et/ou des fonds des banques centrales nationales affectées à l'énergie durable. Le financement de l'efficacité énergétique au moyen d'obligations est une nouvelle possibilité. Des fonds nationaux réservés à l'efficacité énergétique, en particulier ceux conçus pour être autorenouvelables, sont une autre option. Il est crucial de continuer à explorer les stratégies financières les plus efficaces, à étudier comment les gouvernements peuvent apparaître plus « bancables » et amener le secteur privé à contribuer davantage au financement des initiatives ciblant l'efficacité énergétique, et à recenser les politiques et les législations ayant montré qu'elles donnaient des résultats.

2. Le présent document décrit une approche de l'analyse des politiques visant à surmonter les obstacles à l'investissement dans l'efficacité énergétique.

II. Objectif de l'analyse des politiques

3. L'objectif de l'analyse des politiques est de fournir des informations sur les politiques et les mesures dans la région de la CEE qui aident à surmonter les obstacles à l'accroissement des flux d'investissement et de financement de projets d'efficacité énergétique, en accordant une attention particulière aux projets commerciaux en la matière et aux financements de sources privées. Dans cette analyse, l'accent est mis sur la transférabilité à d'autres États membres des mesures qui ont donné de bons résultats dans différents pays de la région. Une attention particulière devra être apportée aux raisons pour lesquelles une amélioration de l'efficacité énergétique tarde à se faire sentir, eu égard aux objectifs poursuivis en matière de climat et de développement durable, notamment dans les pays en développement, dont certains États membres de l'Union européenne. En fera notamment partie l'exploration des politiques et des mesures permettant de présenter comme plus bancables les initiatives axées sur l'efficacité énergétique et faisant l'inventaire des options de financement qui s'offrent en la matière au sein de la région, de même que des conditions pour que les projets dans ce domaine apparaissent davantage bancables. Elle se conclura par des recommandations à l'adresse des États membres de la CEE concernant la mise en œuvre de mesures appropriées, destinées à favoriser les investissements dans l'efficacité énergétique.

4. La Conférence ministérielle sur l'énergie qui se tiendra lors du huitième Forum sur l'énergie au service du développement durable en juin 2017 à Astana (Kazakhstan) dans le cadre d'EXPO-2017, sur le thème de l'énergie du futur, devrait largement tirer parti de cette analyse des politiques.

III. Thèmes et méthodes envisagés pour l'analyse des politiques

5. Les points ci-après seront traités au sein de certaines sous-régions de la CEE, dont l'Europe occidentale et centrale, l'Europe orientale et du Sud-Est, le Caucase et l'Asie centrale :

a) Déterminer les obstacles auxquels se heurtent les tentatives d'investissement dans l'efficacité énergétique sur les plans politique, économique, social et réglementaire ;

b) Mettre en lumière les politiques et les mesures fructueuses, ayant démontré leur capacité à surmonter les obstacles au financement de l'efficacité énergétique, dans la perspective des objectifs de développement durable et de lutte contre les changements climatiques ;

c) Recommander les moyens d'accroître les flux financiers en faveur de l'efficacité énergétique et désigner les projets pilotes offrant un potentiel de progression sur ce plan ;

d) Préciser le rôle des parties prenantes, à savoir les gouvernements, les institutions financières, les établissements commerciaux et les concepteurs de projets, dans la promotion et la mise en œuvre d'investissements ciblant l'efficacité énergétique.

6. En vue de cette analyse, les méthodes appliquées consisteront notamment à mener des recherches sur les instruments financiers existants, y compris dans les publications relatives au secteur, ainsi que des enquêtes et des entretiens avec un certain nombre de décideurs, d'institutions financières, de concepteurs de projets et d'autres parties prenantes. Des publications telles que celles de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), de la Banque mondiale, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne, du Partenariat international pour la coopération en matière d'efficacité énergétique et du Centre de Copenhague pour l'efficacité énergétique (C2E2) seront ainsi prises en compte. Le réseau existant d'experts et de décideurs de la région de la CEE sera consulté aux fins de l'enquête. L'analyse qui en résultera comportera à la fois des conclusions sur les mesures propres à soutenir les efforts destinés à surmonter les obstacles et des recommandations sur le moyen d'intensifier les flux financiers en faveur de l'efficacité énergétique.

7. Par ailleurs, cette analyse prendra appui sur un cadre structuré des meilleures pratiques en termes de politiques axées sur la promotion de l'efficacité énergétique aux fins du développement durable et de l'atténuation des changements climatiques, ce cadre ayant été présenté dans la publication CEE « Meilleures pratiques pour promouvoir l'efficacité énergétique »¹ (ECE/ENERGY/100). Ce « menu » d'options offert aux décideurs a encore été étoffé avec le recensement des politiques et des mesures d'importance ayant fait la preuve de leur efficacité dans les pays et les groupes de pays de la région et au-delà. Ces pratiques optimales ont été recensées après publication du document susmentionné, dans le fil des activités décrites dans le Plan de travail du Groupe d'experts de l'efficacité énergétique pour 2016-2017. Elles figurent en annexe au présent document.

IV. Activités proposées

8. Dans le cadre de cette analyse des politiques, les activités ci-après sont proposées :

a) Élaboration d'une enquête sur les obstacles et les politiques devant permettre de les surmonter. Distribution de l'enquête. Traitement et analyse des résultats ;

b) Réalisation d'une étude documentaire des publications et des matériels existants ;

c) Réalisation d'entretiens avec des représentants des États membres de la CEE, d'organisations internationales, d'institutions financières et de milieux universitaires. Fusion des questions essentielles et des résultats des entretiens ;

d) Définition du rôle des parties prenantes dans la promotion et la mise en œuvre d'investissements axés sur l'efficacité énergétique ;

e) Élaboration de conclusions et de recommandations.

9. Un travail préparatoire considérable a été accompli à la CEE dans le cadre de divers projets mettant l'accent sur la promotion des investissements dans l'efficacité énergétique aux fins du développement durable et de l'atténuation des changements climatiques dans les pays d'Europe orientale et du Sud-Est, dans le Caucase et en Asie centrale. Ce travail préparatoire constituera les bases de cette analyse en profondeur, qui fait le point de la situation.

¹ <http://www.unece.org/index.php?id=41058>.

Annexe

Pratiques optimales en matière d'efficacité énergétique : politiques et mesures à forte incidence

I. Introduction

1. L'articulation des options présentées dans cette annexe s'accorde avec les principes propres aux attributs de sélection présentés dans la publication de la CEE « Meilleures pratiques pour promouvoir l'efficacité énergétique » (ECE/ENERGY/100). Il s'agit par-là de donner aux décideurs davantage d'exemples des politiques et des mesures à forte incidence ayant donné de bons résultats, afin qu'ils en tirent parti dans l'élaboration de politiques et de programmes d'efficacité énergétique dans leurs pays.

Tableau 1
Politiques intersectorielles : gouvernance

<i>Attributs</i>				
Politique/mesure	Réduction substantielle de la demande d'énergie et avantages multiples importants	Complémentarité, synergie et intégration	Adéquation politique, gouvernance et répartition des responsabilités	« Commerciabilité » et impact sur le marché
Stratégies, plans et objectifs nationaux	L'analyse périodique des politiques, des objectifs et des coûts assure la cohérence du financement et du suivi des résultats	L'intégration de plans nationaux est un bon moyen de créer une suite efficace de politiques, et un processus régulier d'examen garantit les meilleurs résultats possibles aux ressources utilisées.	Un cadre national doit pouvoir s'appuyer sur une gouvernance efficace pour choisir les politiques qui conviennent en fonction de l'état de l'économie.	Les exemples cités ci-après sont considérés comme des pratiques optimales et ont donc une incidence efficace sur le marché. Accorder davantage de place à une politique efficace de commercialisation permettrait encore d'améliorer les choses en la matière.

La Bulgarie s'est dotée d'un plan d'action national en matière d'efficacité énergétique visant à réduire de moitié son intensité en énergie primaire d'ici à 2020 (par rapport à 2005), ce qui va au-delà des objectifs fixés par l'Union européenne. Différentes parties prenantes sont concernées par la stratégie bulgare car les agences de l'énergie ont une présence non seulement nationale mais aussi locale. Entre autres choses, cette stratégie comprend des accords volontaires et une couverture financière garantie par le gouvernement pour les investissements dans l'efficacité énergétique.

http://www.mi.government.bg/files/useruploads/files/epsp/23_energy_strategy2020%D0%95ng_.pdf

Danemark. Le plan d'action du Danemark en matière d'efficacité énergétique présente une couverture sectorielle globale et vise à l'indépendance à l'égard des combustibles fossiles d'ici à 2050. L'élément moteur de ce plan est l'Agence danoise de l'énergie, qui relie la stratégie nationale aux activités régionales de l'Agence. De ce fait, cette dernière joue un rôle multiple, à savoir : a) partager l'information avec les consommateurs ; b) recevoir des sociétés leurs rapports

Attributs

faisant état des économies réalisées ; c) organiser le marché des obligations dans le domaine de l'énergie ; et d) coordonner l'action du gouvernement et les activités en matière de recherche.

https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/2014_neeap_en_denmark.pdf

Croatie. Le programme national en matière d'efficacité énergétique dans ce pays a été géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Lancé en 2005 à l'aide du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), il avait pour but d'éliminer les obstacles à l'efficacité énergétique en Croatie. En 2011-2012, il a permis de réduire la facture énergétique du gouvernement de 20 millions de dollars É.-U. tout en réduisant de 12 % les émissions de gaz à effet de serre dans plus de 8 400 bâtiments concernés. Entre 2006 et 2010, 1 069 audits énergétiques ont été réalisés dans un total de 1 346 bâtiments, ce qui a eu un effet de stimulation sur une industrie en plein essor. Bon nombre d'autorités et d'institutions publiques se sont engagées dans le sens d'une gestion systématique de l'énergie, et le PNUD a pour sa part créé sur le Web un système d'information sur la gestion de l'énergie portant sur 8 400 bâtiments publics.

http://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/library/environment_energy/Development_stories_from_Europe_and_Central_Asia_Volume_III.html

Agences opérationnelles chargées d'œuvrer pour l'efficacité énergétique

L'efficacité d'une agence opérationnelle dans le domaine de l'énergie est essentielle à la réalisation des aspects techniques que suppose la mise en concordance d'une politique d'efficacité énergétique avec les besoins de l'économie. C'est elle qui fait que les politiques en la matière sont bien conçues et que l'économie en retire des avantages.

Une agence œuvrant pour l'efficacité énergétique collabore avec d'autres agences centrales, régionales et locales dans le but de favoriser sa prise en compte au côté d'autres priorités. Ses liens avec d'autres agences locales ou nationales ne sont pas précisément définis.

Une agence œuvrant pour l'efficacité énergétique collabore avec d'autres agences centrales, régionales et locales pour permettre une mise en œuvre efficace à tous les niveaux de la société.

Les agences œuvrant pour l'efficacité énergétique procèdent à une analyse du marché et conçoivent des programmes aptes à motiver et transformer efficacement les marchés dans une optique d'efficacité énergétique.

Chili. L'**agence chilienne pour l'efficacité énergétique** est une institution indépendante et à but non lucratif qui reçoit des fonds des secteurs public et privé pour mettre au point et appliquer des politiques d'efficacité énergétique. Cette agence fait partie du cadre national créé pour réduire la dépendance à l'égard des importations de gaz et atténuer les risques que font peser les aléas météorologiques sur l'hydro-électricité. L'efficacité énergétique est un élément central du Programme national d'efficacité énergétique, et le Chili s'est fixé pour objectif de réduire de 12 % la demande d'énergie prévue en 2020, simplement par de meilleures mesures en matière d'efficacité énergétique.

http://ccap.org/assets/CCAP-Booklet_Chile.pdf

Attributs

Mécanismes de coordination	Pour avoir tout l'impact souhaité et utiliser des ressources diverses, des politiques efficaces doivent agir sur différents niveaux de la société et couvrir différentes régions.	Les mécanismes de coordination sont conçus pour s'intégrer aux actions menées par différents acteurs et les coordonner pour que chacun de ces acteurs ait le maximum d'impact dans la société.	Il est essentiel de tirer parti du rôle que peuvent jouer les administrations régionales et locales dans une structure formelle pour faciliter et coordonner leurs actions avec celles d'autres entités.	Les apports coordonnés d'un secteur de la société sont souvent déterminants pour stimuler un marché régional ou sectoriel.
-----------------------------------	---	--	--	--

Union européenne et Chine. Ces dernières années, le **Dialogue UE-Chine sur l'énergie** a permis de renforcer la collaboration entre l'Union européenne et la Chine. Un accord de coopération dans le secteur de la construction a été conclu en 2009 entre la Commission européenne et le Ministère chinois du logement et du développement des villes et des campagnes. Des ateliers conjoints et d'autres activités collaboratives sont organisés, notamment en ce qui concerne la réglementation en matière de construction. Des informations et des données d'expérience sur la technologie de la maison passive, ainsi que sur les systèmes d'étiquetage et les codes de réglementation en matière d'énergie font également l'objet d'échanges.

<http://ec.europa.eu/energy/en/topics/international-cooperation/china>

Union européenne. Le **Réseau énergétique européen** est un mécanisme volontaire regroupant 24 agences indépendantes qui se sont donné pour but de renforcer la coopération entre elles dans des domaines se rapportant à l'énergie durable. Les caractéristiques essentielles de ces agences concernent leurs responsabilités en ce qui concerne la planification, la gestion ou le réexamen des activités nationales en matière de recherche, ainsi que les programmes de développement, de démonstration ou de diffusion concernant l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable dans les pays membres. Dans sa globalité, le réseau est une plateforme pour la conception et la réalisation de projets communs dans le cadre de programmes financés par l'UE. Les ministères n'en font pas partie.

<http://enr-network.org/about-enr/>

Efficacité énergétique dans le secteur public Villes et régions	La gouvernance au niveau infranational recèle un potentiel important en ce qui concerne la mise en œuvre des politiques d'efficacité énergétique.	Les municipalités gèrent les entreprises publiques du secteur de l'énergie, pilotent la planification du développement social et économique urbain ainsi que la mise en œuvre des politiques nationales ou fédérales.	Les administrations régionales ou locales peuvent donner au gouvernement central les moyens de prendre certains engagements et d'adopter certaines politiques et lui faciliter la tâche dans ce sens ; elles peuvent aussi coordonner et soutenir les activités citoyennes. Les taxes locales peuvent être mises à profit pour financer des politiques propres à la municipalité.	Les municipalités et les administrations régionales orientent ou stimulent souvent l'évolution des marchés et sont souvent en mesure de mettre les ressources importantes dont elles disposent au service d'activités liées aux marchés.
--	---	---	---	--

Attributs

Finlande. Ses politiques d'efficacité énergétique concernant les bâtiments publics sont des exemples de bonnes pratiques, et sont considérées comme ayant contribué aux améliorations les plus notables de tous les pays membres depuis la mise en œuvre des premiers plans d'action nationaux en la matière. Au nombre des mesures mises en œuvre à ce titre, on citera notamment des audits énergétiques, des systèmes de gestion de l'énergie, des normes minimales de performance énergétique dans les bâtiments publics, ou encore un système de financement.

http://www.energy-efficiency-watch.org/fileadmin/eew_documents/Documents/EEW2/Finland.pdf

Pays-Bas. L'ambition générale de la politique des Pays-Bas concernant **les pratiques durables de passation des marchés publics**, couvrant une période de trois ans (2014-2017), est d'atteindre les ambitieux objectifs de durabilité en obtenant, lors de la passation de marchés publics, l'ajout de critères de sélection à caractère social et environnemental pour 45 groupes de produits. Les pouvoirs publics peuvent ainsi montrer l'exemple, ce qui est le but recherché. En conséquence, les produits et services appartenant à ces 45 groupes de produits répondent désormais aux normes minimales de performance énergétique et les dépassent même dans bien des cas.

http://www.energy-efficiency-watch.org/fileadmin/eew_documents/EEW3/Case_Studies_EEW3/Case_Study_Sustainable_Public_Procurement_Final.pdf

Tableau 2
Politiques intersectorielles : financement

<i>Attributs</i>				
Politique/mesure	Réduction substantielle de la demande d'énergie et avantages multiples importants	Complémentarité, synergie et intégration	Adéquation politique, gouvernance et répartition des responsabilités	« Commerciabilité » et impact sur le marché
Prêts des gouvernements et des institutions financières internationales (IFI) Lignes de crédit spécifiques	Les mécanismes parrainés par le gouvernement peuvent susciter un cofinancement significatif du secteur privé qui vient s'ajouter aux prêts accordés à des taux préférentiels pour encourager les efforts d'efficacité énergétique.	Des fonds plus facilement accessibles développent le marché de l'efficacité énergétique et rendent possible la mise en œuvre d'autres politiques gouvernementales allant dans le même sens.	Ces politiques répondent aux besoins des gouvernements de renforcer la capacité d'amélioration de l'efficacité énergétique tout en restant dans les limites budgétaires.	Les prêts sont accordés dans le cadre de relations commerciales et des activités de commercialisation des banques de détail, des promoteurs et des SSE.
	<p>Chili. En coopération avec le KfW (Établissement allemand de crédit pour la reconstruction), une ligne de crédit a été ouverte en 2008, destinée au financement des mesures des entreprises chiliennes allant dans le sens de l'efficacité énergétique. Cette ligne est ouverte à différents secteurs et peut être utilisée à des fins d'investissement, notamment dans les machines et les bâtiments. Le crédit est distribué entre les banques commerciales et offert à des taux d'intérêt fixes préférentiels, avec des échéances entre deux et douze ans. Cette ligne de crédit soutient des entreprises jusqu'à concurrence de 33 millions de dollars É.-U. par an.</p> <p>http://ccap.org/assets/CCAP-Booklet_Chile.pdf</p>			
Financement public-privé, y compris par les SSE Voir également dans la section suivante « Entreprises publiques du secteur de l'énergie – SSE »	Une capacité financière assortie de la garantie d'un retour sur investissement, de nature à réduire le risque, est un élément essentiel de l'action visant à surmonter les obstacles à la mise en œuvre des politiques d'efficacité énergétique, avec l'impact souhaité.	L'intégration des risques techniques et des risques financiers a eu pour effet de réduire le risque et de faire tomber les barrières séparant les consommateurs, les prestataires et les bailleurs.	La capacité à mobiliser des fonds privés est primordiale pour empêcher l'augmentation des budgets publics tout en facilitant des investissements rentables dans l'efficacité énergétique.	Les nouvelles formes de financement ont parfois de quoi effrayer les consommateurs, raison pour laquelle une communication efficace est un élément essentiel.
	<p>Bulgarie. Le Fonds pour l'efficacité énergétique et les sources d'énergie renouvelables résulte d'un partenariat public-privé qui combine désormais les fonctions d'un établissement de crédit, d'un mécanisme de garantie du crédit et d'une société de conseil. Il fournit une assistance technique à des institutions bulgares publiques et privées pour le développement de projets d'investissements dans le domaine de l'efficacité énergétique, dont il soutient le financement soit directement soit en agissant en qualité de garant en lieu et place d'autres institutions financières.</p>			

Attributs

http://www.measures-odyssee-mure.eu/public/mure_pdf/general/BG15.PDF

http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/9781464800207_Ch19

http://ccap.org/assets/CCAP-Booklet_Bulgaria.pdf

Union européenne. Le **Fonds européen pour l'efficacité énergétique** est un partenariat public-privé dont la raison d'être est de financer des mesures axées sur l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable dans les États membres de l'Union européenne. Plus précisément, il soutient les autorités municipales, locales et régionales ainsi que les entreprises publiques et privées agissant pour le compte desdites autorités, dans leurs efforts visant à renforcer l'efficacité énergétique et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables.

<http://www.eeef.eu>

Royaume-Uni. La **Banque d'investissement vert du Royaume-Uni** a été créée en 2012 dans le but de réunir des fonds d'origine privée pour le financement d'investissements du secteur privé dans l'efficacité énergétique et, plus généralement, pour la protection de l'environnement. En plus de ses fonctions de financement, elle publie un certain nombre de rapports sur le marché dont le but est de mettre en lumière les opportunités et d'accélérer les investissements dans ce domaine.

<http://www.greeninvestmentbank.com/>

Garanties et partage des risques dans le financement de l'efficacité énergétique

Les financiers offrent des garanties pour couvrir les risques perçus des gros investissements dans l'efficacité énergétique afin d'atténuer les risques des banques commerciales et de renforcer l'efficacité énergétique.

En aidant à atténuer les risques en coopération avec les banques locales, les mécanismes de partage des risques agissent en complément de l'action des prestataires locaux de services financiers plutôt que de leur faire concurrence.

Les gouvernements peuvent soutenir et renforcer l'action des prestataires de services existants et éviter de faire concurrence aux opérateurs de services financiers ou de créer des distorsions sur leur marché tout en continuant à utiliser l'effet de levier pour offrir un appui financier.

Les banques reçoivent un signal fort de soutien et disposent de solutions pour atténuer les risques, ce qui leur permet de financer plus facilement l'efficacité énergétique.

Inde. Le **Mécanisme de partage partiel des risques pour l'efficacité énergétique** est un projet de 43 millions de dollars É.-U. financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et par un Fonds pour les technologies propres. Il est mis en œuvre par le Gouvernement indien et la Banque mondiale. Il a pour but de soutenir les entreprises du secteur des services énergétiques dans leurs efforts pour mobiliser des fonds à investir dans l'efficacité énergétique.

<https://www.thegef.org/gef/node/11126>

Attributs

Politiques fiscales (incitations fiscales et abattements fiscaux)	Il peut être difficile de distinguer les effets directs des incitations fiscales des effets d'autres instruments, mais en général, ils ont pour effet de réduire les coûts d'investissement initial des entreprises qui investissent dans l'efficacité énergétique.	Bien conçues, les incitations fiscales peuvent créer des effets de synergie entre les différentes priorités de la politique publique d'un pays.	Ces politiques peuvent être un moyen sûr d'encourager le changement, lorsque les gouvernements préfèrent recourir à des mesures d'incitation fiscale centralisées pour promouvoir certaines actions.	Les mesures d'incitation et les avantages fiscaux constituent des signaux monétaires tangibles pour les acteurs des marchés.
--	---	---	--	--

Afrique du Sud. En 2013, l'impôt sur le revenu a été modifié par l'incorporation de la **règle 12L**, qui accorde des incitations fiscales à tout projet axé sur l'efficacité énergétique ayant pour effet de réduire la consommation d'énergie de quelque façon que ce soit, et dont il sera possible de se réclamer jusqu'en 2020. Cette mesure d'allègement fiscal représente une déduction de 45 % du revenu imposable par kilowattheure d'énergie économisée. Cette politique se fonde sur une taxe carbone distincte, et s'intègre par conséquent dans un ensemble plus vaste, destiné à renforcer l'efficacité énergétique et à réduire les émissions de CO₂.

<http://www.sanedi.org.za/12l-ee-tax-incentive/>

Pays-Bas. L'**abattement sur investissement dans l'énergie** est une mesure fiscale qui offre une possibilité d'abattement supplémentaire sur les profits imposables. Elle permet aux entreprises de déduire de leurs profits imposables 41,5 % des investissements consentis dans l'efficacité énergétique ou les énergies renouvelables, de sorte qu'elles paient moins de taxes. Durant la période 2001-2005, 81 000 demandes ont été déposées à ce titre, et les montants d'investissement approuvés ont totalisé 4,5 milliards d'euros, ce qui a entraîné pour les investisseurs un bénéfice net de 796 millions d'euros.

http://www.oecd-ilibrary.org/environment/lessons-from-15-years-of-experience-with-the-dutch-tax-allowance-for-energy-investments-for-firms_5k47zw350q8v-en

Royaume-Uni. Le **Régime de déductions pour amortissement plus favorable** encourage les entreprises à investir dans des installations ou des machines économes en énergie, telles que reprises dans la liste ETL (liste des techniques de l'énergie), gérée par le Carbon Trust pour le compte du gouvernement. Elle accorde la première année un abattement fiscal de 100 % sur les investissements consentis dans des types déterminés d'équipements reconnus pour leur efficacité énergétique. Cet abattement est normalement accordé à raison de 18 % l'an sur une base dégressive, ce qui permet de répartir le bénéfice sur un certain nombre d'années.

<https://www.gov.uk/government/publications/enhanced-capital-allowance-scheme-for-energy-saving-technologies>

Attributs

Subventions publiques	En général, les subventions devraient de préférence être appliquées à des fins de démonstration, pour lever des fonds ou encore pour lancer des programmes visant à stimuler la transformation du marché. Dans l'idéal, les subventions devraient être assorties d'une stratégie de désengagement pour éviter qu'elles n'évincent le financement privé, ou devraient être conçues de façon à encourager, à terme, le financement participatif par prêts.	Bien conçues, les subventions publiques peuvent créer des effets de synergie entre les différentes politiques prioritaires d'un pays. Les subventions peuvent être adaptées aux besoins et être accordées/retirées progressivement pour maintenir un équilibre et créer des effets de synergie avec d'autres politiques prioritaires.	Les consommateurs voient dans les subventions une offre tangible et généralement bienvenue du gouvernement.	Les consommateurs et les autres acteurs du marché sont motivés par des signaux monétaires tangibles tels que des avantages financiers ou fiscaux.
------------------------------	--	---	---	---

Finlande. L'Agence publique de financement de la technologie et de l'innovation (TEKES) est le principal organisme public de financement spécialisé dans le domaine de la recherche et du développement technologique en Finlande. Il finance essentiellement des projets industriels de R&D, ainsi que des projets de recherche émanant d'instituts et d'universités à hauteur de 450 millions d'euros par an. Les fonds sont versés sous la forme de subventions ou de prêts à taux réduit, selon l'état d'avancement et la nature du projet proposé.

http://www.unep.fr/scp/marrakech/taskforces/pdf/MTFSustBuildingConstruciton_BestPolicePractices.pdf

Financement international de l'action climatique et de la lutte contre les émissions de carbone	Compte tenu du rôle important de l'efficacité énergétique pour réduire au minimum les émissions de GES, l'intérêt pour les initiatives destinées à financer des programmes d'efficacité énergétique n'est pas surprenant.	Il est logique d'établir un lien entre les fonds carbone et le financement de l'efficacité énergétique puisque celle-ci, considérée isolément, est le plus important facteur de réduction des GES.	Les gouvernements peuvent y voir un moyen efficace de recycler les revenus tirés du carbone et d'obtenir des réductions additionnelles des GES.	En raison du manque de certitude quant au prix mondial du carbone, les marchés ne peuvent escompter des flux durables de fonds pour la lutte contre les émissions de carbone.
--	---	--	---	---

Union européenne. Le mécanisme JESSICA (Joint European Support for Sustainable Investment in City Areas – Soutien communautaire conjoint pour un investissement durable dans les zones urbaines) offre une palette d'outils financiers devant permettre de soutenir des projets urbains durables et renouvelables. Mis au point par la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement et la Banque de développement du Conseil de l'Europe, JESSICA est le mécanisme-cadre permettant aux États membres de l'UE d'utiliser une partie de leurs fonds structurels pour investir entre autres dans des projets d'efficacité énergétique et d'infrastructure. Les fonds étant recyclés, le retour sur investissement est continuellement réinvesti dans de nouveaux projets de développement urbain.

http://ec.europa.eu/regional_policy/en/funding/special-support-instruments/jessica/

Tableau 3
Politiques relatives aux entreprises publiques du secteur de l'énergie

<i>Atributs</i>				
Politique/mesure	Réduction substantielle de la demande d'énergie et avantages multiples importants	Complémentarité, synergie et intégration	Adéquation politique, gouvernance et répartition des responsabilités	« Commerciabilité » et impact sur le marché
Entreprises publiques du secteur de l'énergie – Réforme reflétant les coûts et le régime de subvention des prix de l'énergie	La restauration d'une dynamique fondamentale du marché pousse à des investissements plus rationnels et à une réduction de la pression sur le budget public.	Rien ne stimule autant les investissements économiques dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et les investissements traditionnels du côté de l'offre qu'un système dynamique de tarification reflétant les coûts.	Les gouvernements doivent opter pour des mécanismes moins complexes et laisser les prix se charger de l'allocation des ressources. Les gouvernements peuvent décider de consacrer à des mesures sociales ciblées les ressources préalablement allouées aux subventions.	L'impact des systèmes de tarification basés sur les coûts est universel.

Canada. En 2014, la Nouvelle-Écosse a légiféré en vue de la création d'**EfficiencyOne**, le premier fournisseur public d'électricité œuvrant pour l'efficacité énergétique et détenteur de la franchise d'efficacité pour la province. EfficiencyOne vend au réseau public de distribution, Nova Scotia Power, l'électricité qui a été économisée par des mesures économiquement rationnelles d'efficacité énergétique. De ce fait, les économies d'énergie d'EfficiencyOne concurrencent directement celles d'autres sources d'approvisionnement électrique. EfficiencyOne a permis une économie de 0,03 dollars É.-U par kWh, ce qui la situe à un niveau de prix significativement inférieur à celui de l'électricité distribuée par la province, qui est de 0,12 dollars par kWh. En 2014, elle a réduit de 7 % la consommation d'électricité de la province et a valu au consommateur final une économie totale de 89 millions de dollars É.-U.

<http://www.efficiencyone.ca>

France. L'Agence française de développement, qui est en même temps une agence de crédit à l'exportation, ne soutient plus les investissements dans les centrales électriques à charbon qui ne sont pas équipés de la technologie de captage et de stockage du carbone (CSC). Elle maintient en revanche son soutien aux combustibles moins polluants.

<http://www.odi.org/comment/10095-g20-subsidies-fossil-fuel-production-leaders-laggards>

*Attributs***Textes réglementaires relatifs à l'efficacité énergétique**

Par une meilleure information du consommateur et en favorisant la concurrence entre producteurs dans la durée, les réglementations en matière d'efficacité énergétique peuvent « tirer » le marché vers des produits plus efficaces.

Du fait de leur relation directe avec les consommateurs et de leurs capacités techniques et financières, les entreprises publiques du secteur de l'énergie sont souvent le mieux à même d'œuvrer pour l'efficacité énergétique et ce, au moindre coût en ce qui a trait aux autres ressources.

Les entreprises publiques du secteur de l'énergie sont souvent les mieux placées pour mettre en œuvre toute décision politique visant à améliorer l'efficacité énergétique. Elles sont dotées de capacités techniques, financières et commerciales intégrées qui n'existent peut-être pas ailleurs.

Les programmes pilotés par les entreprises publiques du secteur de l'énergie touchent de vastes catégories de consommateurs et disposent, avec une tarification modulable et par la gestion de la demande, d'un pouvoir d'incitation considérable.

États-Unis, Massachusetts. Le programme **Mass Save** (Économies massives) est financé dans une large mesure par les contribuables et administré par les entreprises publiques du gaz et de l'électricité au Massachusetts. Il coordonne son action avec le Gouvernement fédéral par l'entremise du Département des ressources énergétiques du Massachusetts aux fins d'assurer des services d'efficacité énergétique et d'offrir des formules incitatives censées aider les clients commerciaux et résidentiels à saisir les opportunités en termes d'efficacité énergétique. Le plan 2013-2015 a investi 2,2 milliards de dollars É.-U. dans des projets de ce type et on en attend un retour de plus de 8 milliards de dollars sur la durée moyenne de vie d'un projet, qui est de douze ans.

<http://www.masssave.com/>

Entreprises publiques du secteur de l'énergie – Sociétés de services énergétiques (SSE)

Les SSE qui tirent parti des opportunités du marché en mettant à profit leur savoir-faire en matière d'efficacité énergétique peuvent exercer une pression sur les services publics traditionnels dans le sens d'une concurrence axée sur la quête de l'efficacité.

Les programmes des SSE sont souvent intégrés dans les systèmes réglementaires des entreprises publiques du secteur de l'énergie et peuvent avoir pour effet d'intensifier la concurrence.

Pour être efficaces, les SSE doivent pouvoir compter sur le gouvernement pour créer un espace législatif propice.

Les SSE allient à leur propre esprit d'entreprise les capacités de marketing et de relation-client des entreprises publiques du secteur de l'énergie, ce qui donne de bons résultats.

Inde. Energy Efficiency Services Limited est une société créée en 2009 en tant que coentreprise par National Thermal Power Corporation Limited, Power Finance Corporation Limited, Rural Electrification Corporation Limited et POWERGRID dans une optique de rationalisation des projets d'efficacité énergétique. Cette société est en fait une SSE qui est à la pointe du combat des politiques orientées vers le marché que mène la Mission nationale pour une efficacité énergétique accrue. Ceci mérite d'être souligné parce qu'il s'agit de la première SSE en Asie du Sud et aussi parce qu'elle offre des services de consultants dans différents secteurs, notamment en ce qui concerne la gestion de la demande et le mécanisme pour un développement propre.

<http://www.eesindia.org>

Attributs

Entreprises publiques du secteur de l'énergie – Certificats blancs	En tant qu'instruments d'efficacité énergétique, les certificats blancs ont une efficacité variable selon les pays. Sur le plan des méthodes, il est toutefois difficile de distinguer les effets des certificats blancs de ceux d'autres instruments.	Cette politique devrait produire divers résultats opérationnels en fonction des possibilités réelles d'amélioration du rapport coût-efficacité. Ce potentiel sera à intégrer à d'autres politiques, notamment celles qui ciblent la précarité énergétique.	Les certificats blancs peuvent être utiles s'il existe une volonté politique d'amener les entreprises publiques du secteur de l'énergie à œuvrer pour l'efficacité énergétique, en l'absence de tout autre moyen de susciter la motivation voulue.	La mise en œuvre est variable car ces dispositifs dépendent de la volonté des entreprises publiques du secteur de l'énergie à sortir de leur rôle traditionnel.
---	--	--	--	---

Danemark. Le **titre danois d'efficacité énergétique (TEE)**, qui est un certificat blanc, est un très bel exemple de conception d'un TEE de nature à encourager les économies d'énergie, associant efficacement des parties tierces et présentant un système solide de vérification et de mesure. Si le dispositif français se révèle efficace dans l'amélioration de l'efficacité au niveau du secteur résidentiel et le dispositif italien au niveau du secteur industriel, le dispositif danois fait mieux dans les secteurs commercial et industriel. Cela montre l'adaptabilité des TEE en tant qu'instruments d'application de cette politique d'efficacité.

https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/2014_neeap_en_denmark.pdf

Tableau 4
Politiques relatives aux ménages : logements et appareils électriques

<i>Attributs</i>				
Politique/mesure	Réduction substantielle de la demande d'énergie et avantages multiples importants	Complémentarité, synergie et intégration	Adéquation politique, gouvernance et répartition des responsabilités	« Commerciabilité » et impact sur le marché
Isolation des logements existants/isolation/adaptation aux intempéries	Une efficacité énergétique accrue au niveau des ménages donne généralement des résultats supérieurs aux efforts de réduction des coûts dans le domaine de l'énergie, ce dont bénéficient largement les gouvernements. Cela se vérifie particulièrement dans certains pays tels que l'Estonie.	Les politiques d'efficacité énergétique peuvent produire divers effets sur le plan social, du bien-être et de la santé et offrent notamment des solutions à la précarité énergétique.	Ces politiques peuvent offrir des avantages sociaux directs, elles peuvent servir à réorienter les subventions énergétiques vers des objectifs sociaux et être un moyen de répondre à diverses priorités du gouvernement.	Ces politiques peuvent amener les fournisseurs à créer de nouveaux produits, à entreprendre de nouvelles activités et à proposer des services nouveaux et variés.
Comprend une vaste gamme d'options technologiques : double vitrage ; étanchéisation à l'air, isolation ; divers systèmes de chauffage et de climatisation ; protections solaires ; membranes à faible émissivité pour « rafraîchir » les toitures ; remplacement et mise au rebut des systèmes d'éclairage et des appareils électriques, etc.	<p>Espagne. Le besoin de transposer dans le système juridique espagnol la Directive 2010/31/UE relative à l'efficacité énergétique dans les bâtiments a fait qu'il a fallu modifier la réglementation des installations thermiques dans les bâtiments (RITE). En conséquence, le Décret royal 238/2013 comprend désormais la Directive de l'UE sur cette réglementation, précise les exigences minimales en termes d'efficacité énergétique dans les bâtiments anciens et nouveaux, et fixe la procédure d'inspection périodique des chaudières et des systèmes de climatisation.</p> <p>http://www.buildup.eu/sites/default/files/content/Royal%20Decree%20238_2013%20update%20Thermal%20Building%20Regulations.pdf</p> <p>Royaume-Uni. L'Energy Company Obligation (ECO) est la principale mesure destinée à faciliter les mesures de modernisation des logements dans un souci d'efficacité énergétique. Plus précisément, le principal élément de l'ECO, la Carbon Emissions Reduction Obligation (CERO), porte sur l'isolation des murs. Au départ, elle était ciblée sur des améliorations coûteuses, comme la construction de murs pleins, mais elle a par la suite intégré des améliorations moins coûteuses, par exemple sous la forme de cloisons creuses, de manière à alléger la facture pour le consommateur, ce qui a entraîné du même coup un abaissement du niveau d'exigence de l'obligation. L'ECO incorpore des éléments spéciaux destinés à lutter contre la précarité d'accès à des combustibles (programme Chaleur abordable), dont peuvent bénéficier les ménages remplissant les conditions requises.</p> <p>https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/MediumTermEnergyefficiencyMarketReport2015.pdf</p> <p>Estonie. Par comparaison avec d'autres pays industrialisés, la plupart des bâtiments en Estonie sont inefficaces en termes d'énergie. En conséquence, le Gouvernement a créé une série d'instruments destinés à faciliter la rénovation des immeubles résidentiels. En majeure partie, ces instruments sont mis en place par l'entremise du fonds d'État KredEx sous la forme de prêts à la rénovation et de subsides pour la reconstruction. Le prêt à la rénovation est un prêt de longue</p>			

Attributs

durée à taux préférentiel. Il s'adresse aux associations de propriétaires immobiliers ou à toute autre communauté comptant plus de trois appartements construits avant 1993. Quant aux subsides pour la reconstruction, ils sont ouverts à toute association de propriétaires immobiliers et peuvent couvrir jusqu'à 35 % de la totalité des coûts du projet.

<http://www.kredex.ee/en/>

Bulgarie. Dans le cadre d'un projet lancé en 2007 par le Ministère bulgare du développement régional et des travaux publics et le PNUD, 50 immeubles à appartements multiples ont été rénovés dans le but de démontrer les avantages de la rénovation des logements dans une optique d'efficacité énergétique. Les économies d'énergie ont ainsi atteint de 40 à 60 %, ce qui s'est traduit par une économie annuelle totale de près de 8,5 millions de kWh, et par une réduction de 6 700 tonnes d'émissions de CO₂. Le projet, qui a suscité le soutien du gouvernement pour une accélération des rénovations à l'aide des fonds structurels de l'Union européenne, a remporté le prix européen de l'énergie durable 2011 de l'UE.

http://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/library/environment_energy/Development_stories_from_Europe_and_Central_Asia_Volume_III.html

République de Moldova. Le projet « **Meilleures pratiques commerciales pour une énergie propre** », lancé en 2011 grâce au partenariat PNUD-Union européenne, avait avant tout pour but de démontrer le potentiel de la biomasse. Au terme de deux années, le projet a facilité la mise en place de systèmes modernes de chauffage par la biomasse dans 130 écoles, structures de soins de santé et centres communautaires des zones rurales, ce qui a permis à plus de 37 000 personnes de tirer directement parti de l'amélioration des systèmes de chauffage dans les bâtiments. De plus, les frais de chauffage ont été réduits d'au moins 30 %. Dans l'ensemble, la production de biomasse a été multipliée par 10, ce qui a porté la production annuelle de ce combustible à 160 000 tonnes.

http://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/library/environment_energy/Development_stories_from_Europe_and_Central_Asia_Volume_III.html.

Maisons et bâtiments neufs et existants

Normes minima de performance énergétique (MEPS) dans les codes de la construction

Une efficacité énergétique accrue au niveau des ménages donne généralement des résultats supérieurs aux efforts de réduction des coûts dans le domaine de l'énergie, ce qui procure au gouvernement un important retour sur investissement.

Les politiques d'efficacité énergétique peuvent produire divers effets sur le plan social, du bien-être et de la santé et offrent notamment des solutions à la précarité énergétique.

Ces normes peuvent offrir des avantages sociaux directs et servir à réorienter les subventions énergétiques vers des objectifs sociaux. Elles sont un moyen de répondre à diverses priorités du gouvernement.

Ces normes peuvent amener les fournisseurs à créer de nouveaux produits, à entreprendre de nouvelles activités et à proposer des services nouveaux et variés.

Danemark. Les Normes minima de performance énergétique (MEPS) concernant les bâtiments au Danemark, qui sont déjà relativement élevées, sont régulièrement renforcées. Elles constituent un exemple de bonne pratique. De plus, les normes à venir sont définies bien à l'avance, ce qui facilite la transition. Les normes MEPS au Danemark sont généralement complétées par des normes plus strictes qui suscitent une adhésion volontaire.

https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/2014_neeap_da_denmark.pdf

Attributs

Ouzbékistan. Le projet « **Promotion de l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics de l'Ouzbékistan** » a été mis en œuvre par le PNUD et le Comité d'État pour l'architecture et la construction de l'Ouzbékistan entre 2009 et 2015. Parmi ses principales réalisations, on citera la révision et l'application surveillée des codes en matière d'énergie dans la construction, la réalisation d'audits énergétiques et l'octroi de certifications, la mise en œuvre de nouvelles normes d'éducation dans le domaine de la construction et l'élaboration de politiques nationales en la matière. Aujourd'hui, les constructions nouvelles et rénovées ayant bénéficié d'un financement public consomment de 25 à 50 % d'énergie en moins pour le chauffage. Les améliorations apportées en termes d'efficacité devraient permettre une réduction de près de 36 millions de tonnes d'émissions de CO₂ sur la durée de vie des bâtiments, soit 20 fois mieux que les objectifs initialement visés.

http://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/library/environment_energy/energy-efficiency-in-public-buildings-in-uzbekistan.html

Certification de l'efficacité énergétique des bâtiments

Le recours généralisé aux labels de certification peut avoir des incidences considérables sur le comportement d'achat des consommateurs.

Cette politique peut être intégrée à des programmes de certification de la qualité des logements de location ou à des programmes de protection de l'environnement pour remédier à tout manque persistant d'information.

Elle est particulièrement indiquée lorsque les gouvernements souhaitent encourager les consommateurs à exiger des logements écoénergétiques et développer le marché de ces logements.

Elle donne confiance aux consommateurs et aux fournisseurs dans ce qui est offert sur le marché.

Singapour. La certification **Energy Smart** est utilisée pour noter et certifier la performance énergétique des immeubles commerciaux. Au départ, elle a été mise au point par l'Unité de l'énergie durable de l'Université nationale de Singapour et par l'Agence nationale singapourienne de l'environnement à l'intention des bureaux, des hôtels et des centres commerciaux. Un quart des meilleurs immeubles de chaque catégorie a été certifié « smart » (performant) et, chaque année, un prix est remis aux immeubles les plus efficaces en énergie. Il s'agit d'un label fonctionnant sur une base volontaire, auquel adhèrent la plupart des entreprises commerciales, qui y voient le moyen de se faire valoir.

https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/buildings_certification.pdf

Danemark. D'après le Conseil européen pour une économie moins énergivore, ce sont les conseils donnés en vue d'améliorer l'efficacité énergétique, plus que les notes et les certifications attribuées, qui mobilisent au premier chef les marchés en faveur de mesures d'économie de l'énergie. En conséquence, l'Agence danoise de l'énergie a élaboré une **boîte à outils pour la politique énergétique** dont le but est de trouver l'équilibre entre la spécificité des recommandations et ce qu'il en coûte de les produire, l'idée étant de trouver la meilleure solution possible, au regard du coût, concernant les recommandations axées sur l'efficacité énergétique.

<http://www.ens.dk/en/policy/Global-cooperation/information-materials/general-information-policies-tools/toolkits>

Attributs

Normes minima de performance énergétique (MEPS) et étiquetage de la performance énergétique des appareils ménagers	Les programmes de normes et d'étiquetage ont eu un impact considérable dans le monde et ont permis de réduire de plus de moitié la consommation d'énergie de certains appareils.	L'application de systèmes internationaux de normalisation garantit l'alignement de l'industrie locale des appareils ménagers sur les marchés mondiaux et son accès à ces marchés.	Les mesures réglementaires, mûrement réfléchies, ont des effets mesurables. On estime que ces programmes sont un investissement public rentable dans un rapport pouvant atteindre 17:1.	Lorsque la réglementation assure des conditions égales pour tous, les consommateurs et les fournisseurs peuvent investir en toute confiance dans des produits à haut rendement énergétique.
---	--	---	---	---

Chili. En coopération avec le programme CLASP (Collaborative Labelling and Appliance Standards Program) et le laboratoire national Lawrence Berkeley, le Chili s'est doté d'un programme de normes et d'étiquetage en matière d'efficacité énergétique. Ce programme contraint le Chili à appliquer les procédures d'essai de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). De ce fait, l'étiquetage est obligatoire pour les ampoules électriques fluorescentes compactes et à incandescence, et pour divers appareils ménagers tels que les réfrigérateurs et les climatiseurs.

<http://www.scribd.com/doc/92222448/National-EE-S-L-Program-of-Chile-Review>

Reconnaissance des appareils à haute efficacité énergétique	Un outil populaire pour favoriser une consommation d'énergie et des schémas de production respectueux de l'environnement.	Important complément des normes MEPS et des labels de classement énergétique, qui crée un puissant « effet incitation/attraction » propre à transformer le marché.	Il est important de collaborer avec l'ensemble des partenaires publics pour assurer le plein succès des stratégies mises en place, même si le gouvernement n'y trouve qu'un intérêt minime sur le plan de la fiscalité et des retombées politiques.	L'attitude des consommateurs évolue, en ce sens qu'ils en viennent à envisager de consentir des frais sur le long terme pour l'énergie. Transformation du marché qui passe d'un régime peu efficace à un régime hautement efficace.
--	---	--	---	---

États-Unis, Massachusetts. Le programme **Leading By Example** (donner l'exemple) fait en sorte que les services de l'État montrent la voie en ce qui concerne l'efficacité énergétique sur le marché du logement en prenant eux-mêmes des mesures dans ce sens, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en recourant aux énergies renouvelables, en favorisant les constructions durables et en veillant à la préservation de l'eau. Le suivi des progrès réalisés sur ce plan a été mesuré au niveau des améliorations apportées à un parc de plus de 3 000 véhicules et à 8 millions de mètres carrés de bâtiments, dont des hôpitaux, des collèges, des campus universitaires, des prisons, des centres d'accueil de visiteurs, des parcs, des routes, des tunnels, des aéroports, des barrages, des installations de traitement de l'eau, etc. Il en a résulté une réduction de 22 % des émissions de gaz à effet de serre durant l'année 2014, soit un bonus de 14 % en termes d'intensité énergétique (l'énergie consommée par mètre carré bâti), une diminution de 72 % de la consommation de pétrole, et une économie d'énergie estimée entre 42 et 59 millions de dollars É.-U. par rapport aux conditions qui prévalaient avant cela en 2014.

<http://www.mass.gov/eea/grants-and-tech-assistance/guidance-technical-assistance/leading-by-example/>

Tableau 5
Politiques relatives aux transports : passagers et marchandises

<i>Attributs</i>				
Politique/mesure	Réduction substantielle de la demande d'énergie et avantages multiples importants	Complémentarité, synergie et intégration	Adéquation politique, gouvernance et répartition des responsabilités	« Commerciabilité » et impact sur le marché
Politiques fiscales (taxes et redevances d'utilisation)	À moyen terme, les changements induits par les mesures d'incitation fiscale en ce qui concerne à la fois les pratiques des constructeurs et les habitudes des acheteurs de voitures neuves peuvent avoir une incidence sur l'efficacité énergétique et contribuer à réduire la consommation d'énergie pour les constructeurs comme pour les consommateurs.	Cumulées avec des informations fiables, les mesures d'incitation financière ou les sanctions conduisent les consommateurs à acquérir des véhicules plus économes en énergie et peuvent ainsi accélérer le déploiement des technologies en la matière, tout en contribuant à la protection de l'environnement et à la sécurité routière.	Les mesures d'incitation fiscales peuvent récompenser les acheteurs de véhicules peu énergivores. Dans de nombreux pays, la fiscalité sur les véhicules est aujourd'hui calculée sur les émissions de CO ₂ , ce à quoi les consommateurs se sont rapidement montrés sensibles.	Ces politiques s'appliquent à de vastes marchés et peuvent donc avoir une incidence considérable.

Espagne. Le **Programme d'incitation à l'achat de véhicules peu énergivores**, lancé en 2012, vise à faciliter le remplacement de véhicules anciens, très gourmands en carburant, par des modèles plus efficaces sur le plan de la consommation et, par-là, les émissions de gaz à effet de serre. Une aide gouvernementale directe de 1 500 euros par véhicule est accordée pour les véhicules peu énergivores d'un coût atteignant 25 000 euros hors TVA, et pour les véhicules électriques ou hybrides d'un coût de 30 000 euros hors TVA. Le concessionnaire est censé contribuer lui aussi à hauteur d'une remise équivalente à la subvention accordée par l'État. Ce programme a permis de faire l'économie de 848 486 tonnes de CO₂ par an.

http://www.measures-odyssee-mure.eu/public/mure_pdf/transport/SPA51.PDF

Lettonie. Avec son système fiscal basé sur l'immatriculation de nouveaux véhicules et lié à leurs données d'émissions, le Gouvernement letton s'efforce d'inciter les automobilistes à acquérir des véhicules respectueux de l'environnement et à faire en sorte que les constructeurs mettent sur le marché des véhicules moins énergivores. C'est ainsi que, depuis 2009, date à laquelle le nouveau système est effectivement entré en application, les émissions moyennes de CO₂ des nouveaux véhicules ont baissé de 3,2 % en 2013 (147,1 g/km) et de 4,5 % en 2014 (140,4 g/km).

http://www.energy-efficiency-watch.org/fileadmin/eew_documents/EEW3/Case_Studies_EEW3/Case_Study_Car_registration_tax_Latvia_final.pdf

Attributs

Transports publics et modes de transport à faible consommation d'énergie	Les politiques assurant une meilleure coordination de l'occupation des sols et de la planification des transports et se concrétisant par des mesures claires, qui favorisent l'efficacité énergétique, se traduisent à la fois par une amélioration des conditions de transport public et par des économies d'énergie.	L'amélioration de l'efficacité énergétique et de la qualité des services de transport peut permettre de financer les travaux d'entretien et de rénovation des systèmes de transports publics les plus vétustes.	Les avantages résultant de l'amélioration de l'efficacité énergétique contrebalancent les coûts et permettent aux gouvernements de maîtriser les budgets et de favoriser ainsi les projets concernant les transports publics.	La concertation avec les nombreuses parties prenantes du secteur des transports urbains est primordiale pour le succès des politiques.
---	--	---	---	--

La Finlande a mis au point tout un train de mesures axées sur l'efficacité énergétique dans le secteur des transports. Elles ont pour but de faire apparaître le caractère plus attractif des transports publics, de la marche et du vélo par rapport aux déplacements en voiture. Elles sont à la fois de nature réglementaire et informative. D'une part, la politique poursuivie consiste à appliquer une fiscalité différente sur les véhicules en fonction de leurs émissions et des routes que desservent ou non les transports publics. D'autre part, elle se traduit par des campagnes d'information et par l'incorporation, dans la formation des apprentis conducteurs, d'un volet consacré à un mode de conduite responsable en termes de consommation de carburant. Aux yeux des experts, le programme finlandais, à travers ses composantes axées sur les transports publics, apparaît comme l'un des plus efficaces d'Europe.

http://www.energy-efficiency-watch.org/fileadmin/eew_documents/Documents/EEW2/Finland.pdf

Tableau 6

Politiques relatives au secteur des entreprises : entreprises industrielles et petites et moyennes entreprises

<i>Attributs</i>				
Politique/mesure	Réduction substantielle de la demande d'énergie et avantages multiples importants	Complémentarité, synergie et intégration	Adéquation politique, gouvernance et répartition des responsabilités	« Commerciabilité » et impact sur le marché
Renforcement des capacités en matière de gestion de l'énergie	Le renforcement des compétences nécessaires pour déterminer les changements stratégiques et opérationnels à apporter à la productivité de l'industrie et pour opérer ces changements est primordial pour libérer l'énorme potentiel d'efficacité énergétique de l'industrie.	D'autres politiques relatives au développement et à la productivité industriels bénéficient du renforcement des capacités de gestion de l'énergie.	Le renforcement des capacités nécessaires pour aider l'industrie à améliorer sa productivité est politiquement acceptable.	Les gains de productivité, l'acquisition de nouvelles compétences et le développement du secteur des services aident à stimuler le marché.
	<p>Royaume-Uni. Le Programme d'efficacité énergétique du CRC, qui a vu le jour en 2008 et dont l'objectif était de renforcer l'efficacité énergétique dans le pays et de faire baisser les émissions de CO₂, concerne aujourd'hui près de 5 000 organismes, responsables de 10 % des émissions nationales. Les organismes participants sont tenus de contrôler leurs émissions et d'acheter des licences pour chaque tonne de CO₂ émise, ce qui crée une incitation à l'amélioration de l'efficacité énergétique. De plus, les résultats qu'obtiennent les participants sont publiés dans un classement évaluant leurs performances respectives.</p> <p>https://www.gov.uk/guidance/crc-energy-efficiency-scheme-qualification-and-registration</p>			
Immeubles commerciaux	Les mesures de préservation de l'énergie dans les nouveaux immeubles peuvent entraîner une diminution de 20 à 50 % de la consommation d'énergie (combustibles fossiles et électricité confondus) moyennant une conception appropriée (enveloppe du bâtiment, éclairage, chauffage, ventilation et climatisation).	Le partage de connaissances, qui peut s'effectuer via des plateformes de diffusion d'informations et de partage, est un élément essentiel de ces projets.	Des politiques et des réglementations incitatives offrent un cadre propice à l'adoption et à l'application à grande échelle de mesures d'efficacité énergétique dans la construction.	Ces politiques tirent parti du fait que les locataires et les propriétaires ont besoin de comprendre les incidences énergétiques de l'achat ou de la location d'un immeuble commercial. L'analyse montre que les marchés réagissent positivement aux bâtiments à faible consommation d'énergie, car les loyers de ces immeubles sont plus élevés et la durée de location plus longue.

Attributs

Inde. Le PNUD collabore avec le Ministère indien de l'énergie pour faire appliquer le projet PNUD/FEM/Bureau de l'efficacité énergétique (BEE) intitulé « Amélioration des immeubles commerciaux en termes d'efficacité énergétique » de façon à soutenir l'action du BEE au sein du Ministère de l'énergie, qui vise à rendre opérationnel sur l'ensemble du territoire indien le Code de préservation de l'énergie dans la construction. Cette initiative doit également permettre de renforcer les capacités institutionnelles des Agences désignées par l'État (State Designated Agencies – SDAs) s'agissant de faire en sorte que ledit code soit largement respecté et de donner en exemple les immeubles modèles ayant bénéficié de ces améliorations dans les différentes zones climatiques du pays.

http://www.in.undp.org/content/india/en/home/library/environment_energy/implementing-energy-efficiency-in-buildings--a-compendium-of-exp.html

Petites et moyennes entreprises
Réseaux industriels

C'est un domaine d'intervention important puisque les PME créent plus d'emplois et offrent de plus grandes possibilités de croissance du PIB que les industries à forte consommation d'énergie.

Cette politique est compatible avec les politiques de création d'emplois et de développement du secteur entrepreneurial.

Ce pourrait être une politique utile pour renforcer le développement économique.

Les gains de productivité, l'acquisition de nouvelles compétences et le développement du secteur des services aident à stimuler le marché.

Allemagne. En 2008, le **Ministère fédéral de l'économie et de la technologie**, aidé du **KfW (Établissement de crédit pour la reconstruction)**, a créé un fonds destiné à promouvoir l'efficacité énergétique dans les petites et moyennes entreprises. Ce fonds a deux fonctions : subventionner à hauteur de 80 % les services-conseil indépendants destinés aux entreprises et concernant l'efficacité énergétique, et favoriser par des aides financières les initiatives d'investissement dont on attend un minimum de 20 % d'économies par rapport à la consommation moyenne antérieure, ou une économie d'au moins 15 % par rapport à la moyenne industrielle.

<http://iepd.iipnetwork.org/policy/energy-advice-smes>

Accords volontaires

En se concentrant sur les secteurs industriels grands consommateurs d'énergie, les gouvernements peuvent leur fournir une assistance technique et organiser à leur intention des formations et des ateliers devant leur permettre d'apprendre davantage les uns des autres sur la manière d'accroître leur productivité.

Améliorer l'efficacité énergétique dans les entreprises du secteur industriel offre à ces dernières des avantages tels qu'une meilleure productivité, des procédés optimisés et de nouvelles opportunités sur le plan commercial. Cela contribue en outre à une meilleure sécurité énergétique et à une réduction des émissions.

Les gouvernements créent des conditions propices aux gains de productivité tout en s'en remettant aux experts pour définir les moyens d'y parvenir. « Volontaires mais non sans obligations ».

Les gains de productivité et le développement de nouvelles industries aident à stimuler le marché.

Attributs

Suède. Le Programme suédois d'amélioration de l'efficacité énergétique dans les industries grandes consommatrices d'énergie a été introduit en 2004. Ce programme permet aux entreprises de conclure des accords volontaires avec le gouvernement dans le but d'améliorer sensiblement leurs performances en termes d'efficacité énergétique et de se voir ainsi exonérées d'une taxe sur l'énergie. Le programme encourage ainsi les entreprises à déployer individuellement des mesures de type « investissements verts » et à mettre en place des systèmes sophistiqués de gestion de l'énergie. Il sera progressivement abandonné d'ici à 2017 par souci d'alignement sur la nouvelle réglementation de l'UE, mais un programme de substitution est d'ores et déjà en voie d'élaboration.

<http://www.energimyndigheten.se/en/sustainability/companies-and-businesses/the-programme-for-improving-energy-efficiency-in-energy-intensive-industries/>
